

Cassons l'équation développement = pétrole

Près de la moitié de l'humanité doit vivre avec 2 euros par jour. Un quart de l'humanité n'a pas accès à l'eau potable. 150 millions d'enfants ne vont pas à l'école. 30 000 petits de moins de 5 ans meurent chaque jour de maladies curables ou prévisibles... Et le prix du baril de pétrole continue d'augmenter. Quel est le lien ? C'est celui qui unit ou oppose environnement et développement.

À l'heure où l'on évalue les Objectifs du Millénaire¹, supposés éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités dans le monde, chacun est appelé à se demander quel type de développement est souhaitable ? Pour les hommes et les femmes du Nord comme du Sud. Y répondre, c'est notamment se positionner face à l'usage du pétrole. Car l'or noir est au cœur même de notre modèle de développement et de bien-être, présent dans tous nos biens de consommation. Directement ou indirectement. Du moindre bout de plastique à la banane importée d'Équateur. En toute logique, la logique de la croissance, sa demande ne fléchit pas, les capacités de production et de raffinage tournent presque au maximum. La Chine, second consommateur mondial, nous a déjà dépassés, abreuvant de pétrole le moteur de son essor inégalé. Les autres pays suivront, des émergents aux moins avancés. Évidemment puisque le modèle de développement proposé (imposé) est immuable. Un modèle encore principalement basé sur le progrès technique, sur la croissance économique, sur la mondialisation des échanges marchands. Sans compter l'énergie (non-renouvelable) dépensée et l'impact sur l'environnement. Le social, lui, devrait en bénéficier. Mais la recette proposée par le Nord est loin d'être équilibrée. Même si le chef coq continue à affirmer que le plat rassasiera l'humanité toute entière. En un demi-siècle de pratique, la formule n'a fait qu'accroître les inégalités² et bouleverser l'écosystème.

Cassons l'équation développement = pétrole, pétrole = destruction de l'environnement, donc développement = destruction de l'environnement. Quand l'eau nous abreuve et nous assainit, quand la terre nous nourrit et est le socle de toute activité économique, développement et environnement s'entremêlent, s'épousent pour prendre une direction commune. Nous ne pouvons penser l'un sans l'autre.

Changer de modèle, d'équation, d'horizons. Quel meilleur levier pour cette gageure que l'éducation ? À l'environnement, au développement. Actionner ce levier se joue à différents niveaux: du plus individuel au plus collectif, du parent à l' élu, en passant par le prof, le directeur, le chef d'entreprise...

Sur la question unique du mazout, au niveau national, éduquons les élus à abandonner progressivement le "modèle pétrolier". Pour éviter de devoir appliquer des mesures sporadiques permettant aux ménages et aux écoles de remplir leurs cuves, faute d'avoir su prévenir le mal. Car l'antidouleur perdra vite son effet. Pour un traitement de fond, investissons massivement dès à présent dans l'utilisation rationnelle de l'énergie et les énergies renouvelables. Tant au niveau des réglementations, des aides aux particuliers, que de la sensibilisation du citoyen.

Au niveau international, limiter collectivement l'usage du pétrole pour servir un autre développement, c'est aussi, par exemple³, taxer internationalement le CO₂ pour financer le développement du Sud. Ou supprimer les subventions agricoles à l'exportation (gourmande en énergie et dérégulant l'économie) pour favoriser les marchés régionaux.

L'individu aussi a son rôle à jouer. Pour ceux qui en douteraient, l'acte individuel - parfois perçu comme une goutte dans l'océan - est incontournable pour un changement global et collectif. Il amène à mieux comprendre et s'impliquer dans le processus. L'éducateur occupe là une place prépondérante. Pour stimuler et faire émerger d'autres usages de l'énergie, pour s'exercer à la solidarité, à la responsabilité, au changement.

Christophe DUBOIS,
rédacteur en chef

¹ Lors du Sommet du Millénaire des Nations Unies, en 2000, 191 Etats se sont engagés à atteindre huit objectifs à l'horizon 2015 en s'attaquant, en particulier, au lien déterminant entre pauvreté et environnement.

² Le rapport entre le revenu du pays le plus riche et le plus pauvre était de 3 à 1 en 1820, puis 35 à 1 en 1950, et enfin 72 à 1 en 1992 (PNUD, « Rapport sur le développement humain », Nations unies, 2000)

³ Propositions du Réseau pour le Droit au Développement : www.desparolesauxactes.be

